

## Éditorial

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1065>

ISSN : 1777-5434

**Éditeur**

Association des ruralistes français

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2005

ISSN : 1280-374X

**Référence électronique**

« Éditorial », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 19 juillet 2006, consulté le 13 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1065>

---

Ce document a été généré automatiquement le 13 mai 2019.

Tous droits réservés

---

## Éditorial

---

- 1 Avec ce numéro double, notre revue comble une partie de son retard. Une partie seulement, mais qui suffira, espérons-nous, à rassurer nos lecteurs sur la pérennité d'une petite exploitation qui n'a pas d'autre ambition que de faire vivre le débat scientifique pluridisciplinaire autour de l'objet rural, et d'en transmettre les clés aux nouvelles générations de chercheurs. C'est dans cette logique que notre comité de rédaction s'est à la fois renouvelé et rajeuni, accueillant des chercheurs de disciplines et d'institutions différentes, mais rassemblés par le désir de faire vivre les études rurales dans une approche à la fois transversale, réflexive et résolument engagée dans la discussion méthodologique et les débats épistémologiques. Jean-Luc Mayaud, historien, professeur à l'Université Lyon 2, directeur du Laboratoire d'études rurales (EA 3728) et président de l'ARF, garde les fonctions de rédacteur en chef de la revue qu'il a fondée ; Pierre Cornu, historien, maître de conférences à l'Université Clermont-Ferrand 2, assurera désormais le secrétariat de rédaction ; Gaëlle Charcosset, doctorante en histoire, ATER à l'Université de Dijon, demeure responsable du site internet de *Ruralia* ; Claire Delfosse, professeur de géographie à Lyon 2, Nathalie Jas, maître de conférences en histoire des sciences à Orsay-Paris XI, Jérôme Lafargue, maître de conférences en science politique à Pau, Bruno Lemery, directeur de recherche en sociologie à l'Enesad, Vanessa Manceron, chargée de recherche CNRS en ethnologie (Muséum-Paris), Jean Pluinage, directeur de recherche en économie à l'INRA-SAD, François Portet, ethnologue régional Rhône-Alpes, François Purseigle, sociologue à la recherche d'un poste et Christophe Soulard, ingénieur de recherche en géographie à l'INRA-SAD (Montpellier) forment le nouveau comité de rédaction de notre revue, garant de son ouverture comme de son exigence de scientificité. La prochaine étape de cet effort de consolidation de notre entreprise éditoriale, à l'horizon de 2007, portera sur la définition d'un cercle de correspondants étrangers nous permettant de mieux intégrer les apports des historiographies européennes à nos réflexions et à nos travaux.
- 2 Si une revue scientifique n'a pas à suivre la dictature de la mode ou de l'actualité, il est cependant important pour elle de recevoir un écho de ses choix éditoriaux et des articles de fond qu'elle a pu proposer à ses lecteurs. Nous ne reviendrons pas sur les débats occasionnés, parmi les historiens, par notre prise de position sur la question mise au programme des concours de recrutement des enseignants du second degré : « les

campagnes dans les évolutions sociales et politiques de l'Europe entre 1830 et la fin des années 1920 »<sup>1</sup> ; sinon pour confirmer *a posteriori* notre intuition de ce que, bien au-delà d'un simple enjeu de sélection académique, toute question portant sur un objet aussi chargé de significations que « les campagnes » tend à susciter une opposition globale entre restauration et révolution normatives, lecture soumise et lecture critique d'une histoire écrite par les seuls vainqueurs de la compétition pour la maîtrise des champs du pouvoir et du savoir – *la terre à ceux qui en parlent...*

- 3 En dehors de cette conjoncture académique, nous avons la satisfaction de constater que les articles publiés dans cette revue font bien souvent référence, que ce soit par leur méthode, leurs études de cas ou leurs constructions théoriques, comme l'attestent les citations, de plus en plus nombreuses, qui ont été repérées dans les publications extérieures et les travaux de thèse. C'est là un encouragement important pour une équipe qui, rappelons-le, n'est composée que de bénévoles acceptant de faire passer l'intérêt collectif de la recherche avant leurs propres travaux.

\* \* \*

- 4 La présente livraison de *Ruralia* offre au lecteur une nourriture intellectuelle à la fois consistante et variée, produit d'une recherche vivante et de notre volonté de privilégier l'innovation méthodologique et la dynamique historiographique croisée des disciplines cofondatrices des études rurales.
- 5 L'histoire, comme de coutume, ouvre les débats – non sans révéler, par ses références explicites et implicites, sa dette envers les disciplines sœurs, notamment sur les questions de territorialisation et de production des identités, qui l'inspirent aujourd'hui. C'est dans cette voie que Pierre Judet, pour étudier la construction polyphonique du discours des origines de l'identité industrielle de la vallée de l'Arve entre le 18<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle, reconstitue avec minutie les apparitions et les éclipses textuelles d'un personnage, le sieur Ballaloud, censé avoir rapporté de ses pérégrinations le savoir-faire horloger fondateur du développement industriel de la région. Cette micro-analyse d'histoire culturelle, que l'on rapprochera des travaux d'analyse sociale fine conduits par l'auteur sur ce même terrain<sup>2</sup>, permet de faire ressortir le caractère non linéaire – car soumis à la conjoncture – des constructions identitaires. Dans le cas de la vallée de l'Arve, le glissement et la concentration de l'activité industrielle des montagnes à la ville de Cluses ont abouti à une réécriture du récit des origines, inscrit dans l'espace et les esprits par la captation de la figure de Ballaloud par l'école horlogère. Demeurent les questions, laissées en suspens par l'auteur dans sa conclusion, du passage des micro-identités aux identités régionales, ici celle de la Savoie, et de la spécificité éventuelle de cette dernière, en relation avec une intégration tardive à la France – et donc à la puissance instituante de l'État. S'il y a manifestement des processus de construction identitaire à la fois « ascendants » et « descendants », la jonction entre les échelles reste à faire. Une jonction que l'on ne peut réaliser par la seule interconnexion des productions discursives, mais bien par une réflexion d'ensemble sur le jeu social, comme y invite le parcours de chercheur de Pierre Judet.
- 6 Le travail de Marie Thorral sur le département de l'Isère dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle déplace l'attention de l'historien du côté de l'action publique, non plus dans la production des identités, mais dans l'impulsion et le contrôle du développement économique. S'appuyant sur l'exemple de l'élevage, l'auteur met en lumière la précocité

de l'implication des pouvoirs publics, aux deux échelles nationale et départementale, dans la mise en œuvre de l'idéal agronomique. Certes, c'est encore principalement le ravitaillement et le contrôle des haras qui préoccupent les autorités. À ce titre, le cas de l'Isère ne fait que confirmer ce que l'on avait déjà pu constater en d'autres points du territoire, et notamment dans les régions de montagne. Mais l'exemple de l'élevage ovin, et le volontarisme de la préfecture de l'Isère pour diffuser la race mérinos, mettent en lumière comment les pouvoirs publics, faute de disposer de fonctionnaires et d'institutions spécialisées, tentent de s'appuyer sur les réseaux notabiliaires pour acclimater la race nouvelle et en faire la publicité. Si le succès n'est pas au rendez-vous, cette expérience n'en représente pas moins une étape majeure dans la construction d'une politique de développement à la fois nationale et susceptible de déclinaisons locales.

- 7 Sur cette même thématique du développement local, Corinne Marache a choisi pour sa part d'interroger directement l'action des notables, à travers une étude approfondie du recrutement, de l'idéologie et du rôle des comices de la Double dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Un exemple dans lequel on retrouve tous les ingrédients de la « geste agronomique » qui court des premiers physiocrates du 18<sup>e</sup> siècle aux penseurs de la « révolution silencieuse » : discours de déqualification de la gestion des communautés rurales, notamment des zones humides, recherche de synergie entre institutions et réseaux notabiliaires, à l'occasion d'un projet de ligne de tramway pour « désenclaver » la région, politique de l'exemple par l'investissement et la bonification dans le cadre de la grande propriété et recours symbolique à une communauté de trappistes pour « civiliser » la Double, marque d'un conservatisme résolu. À l'évidence, cette action de diffusion de l'évangile agronomique fut plus efficace dans la sphère des représentations que pour le développement rural proprement dit – au point de susciter une hagiographie dont les illusions n'ont peut-être pas encore été entièrement dissipées. Certes, la parole « indigène » est bien peu présente dans les sources du 19<sup>e</sup> siècle ; mais il importe plus que jamais d'en considérer au moins l'éventualité, et peut-être les traces indirectes, pour reconstituer dans sa complexité et, sans doute, dans sa conflictualité réelle, l'histoire du développement rural. Les comices, comme miroir déformant du jeu social, constituent certes une entrée biaisée, mais indispensable, pour le traitement de cette question.
- 8 La réflexion de Manuela Martini sur la conflictualité sociale et son articulation avec la construction nationale et la politisation des ruraux en Italie se situe sur un plan très différent : celui de la synthèse et de la mise en perspective historiographique. Mais c'est aussi, pensons-nous, la vocation d'une revue comme la nôtre, aux côtés d'approches monographiques et d'expérimentations méthodologiques, que de proposer aux lecteurs des approches plus amples, plus distanciées, qui permettent de faire le point sur une question majeure. Manuela Martini n'a au reste pas besoin de faire la preuve de son investissement dans la recherche sur la question agraire et sociale, et l'on reconnaît dans cette synthèse l'apport singulier de ses travaux sur les formes et la symbolique de la mobilisation, ainsi que l'intérêt particulier d'une approche par genre de la construction des identités sociales et des pratiques politiques. C'est au vrai une double fresque qui est dessinée ici : celle, tout d'abord, d'une historiographie italienne obnubilée depuis les écrits de Gramsci par la question de la « réforme agraire manquée », mais capable de faire de cette faille une voie féconde d'interrogation des dynamiques sociales et politiques ; et celle d'un siècle de conflictualité rurale, entre les débuts du mouvement national au milieu du 19<sup>e</sup> siècle et la marginalisation définitive du monde rural péninsulaire dans la croissance de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Cette chronologie originale, qui se

démarque par exemple de celle qu'a esquissée Gilles Pécout dans sa synthèse sur la naissance de l'Italie contemporaine<sup>3</sup>, propose de manière audacieuse de relier l'émergence du mouvement des *braccianti* aux événements de 1848 – dans une périodisation « haute » de la politisation des ruraux – et de refuser de faire de la marche sur Rome une césure absolue, révélant les formes de continuité des termes de la question agraire, notamment dans la gestion de la main d'œuvre agricole masculine et féminine. On ne peut, selon l'auteur, dissocier éveil politique et conscience sociale, et il convient de restituer dans sa cohérence l'action des médiateurs et des passeurs qui, à partir des années 1830 et surtout des événements de 1848, ont généré – ou éveillé ? – une culture de la conflictualité aux développements spectaculaires. Des médiateurs que l'on ne réduira pas à une nébuleuse d'individualités, mais qui sont la trame d'un véritable tissu organisationnel qui se structure peu à peu y compris dans des tensions internes, et qui permet de donner forme politique aux intérêts sociaux. « Le mouvement paysan a su faire coexister à la fois des passions révolutionnaires et démocratiques », écrit avec force Manuela Martini : l'histoire de l'Italie n'est pas celle d'une construction nationale idéale entravée par une question sociale insoluble, et elle n'est pas plus un *sonderweg* déterministe. Elle est, tout simplement, un laboratoire de la modernité dans lequel l'historien, pour peu qu'il ne se laisse pas aveugler par le discours des sources, peut restituer toute la complexité d'un champ social qui n'est ni inférieur ni extérieur au politique et au symbolique, tout simplement parce que ce sont les mêmes réseaux qui sont à l'œuvre. On ne saurait trop recommander aux candidats aux concours de l'enseignement, concernés pour un an encore par la question des « campagnes » et de leur place dans le processus de production de la modernité, de lire ce texte dense et suggestif.

- 9 C'est un objet apparemment très décalé et des sources rarement mobilisées qui intéressent Stéphane Castonguay, avec une approche diachronique de la structuration internationale de l'expertise sur les questions phytosanitaires, entre la convention contre le phylloxéra signée à Berne en 1878 et la convention internationale pour la protection des plantes conclue à Rome en 1929. Et pourtant, c'est encore une affaire de réseaux que cette histoire des conventions, par laquelle le chercheur parvient à mettre au jour la lutte entre deux logiques géopolitiques de contrôle des effets non désirés de la mise en circulation des végétaux et des insectes – ce qu'il appelle « l'échange biotique », forme biologique de la mondialisation – : une logique « universaliste », fondée sur un système de normes contractuelles garantissant la confiance des acteurs du commerce mondial des végétaux, la « certification phytosanitaire », portée par les Européens ; et une logique « biorégionale », fragmentant la planète en unités cohérentes avec une différenciation des niveaux de vigilance douanière nationale, défendue par les Anglo-Saxons. Paradoxalement, l'universalisation de la connaissance scientifique aboutit à une nationalisation des procédures de contrôle. On ne pourra plus aborder les questions de politique agricole et de commerce international – par exemple dans les débats sur la « première mondialisation » – sans prendre en compte l'apport des travaux de Stéphane Castonguay sur les régulations internes à la sphère scientifique et leur articulation avec les institutions nationales et internationales. La science et la technique ne sont pas des sous-champs de l'investigation historique, mais des facteurs majeurs de la compréhension des évolutions des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.
- 10 L'article de David Bensoussan nous ramène à la problématique plus classique de la politisation, avec une approche régionale du mouvement dorgériste, fondée sur une étude

approfondie du cas breton<sup>4</sup>. L'analyse proposée par l'auteur, de facture classique, débouche pourtant sur une conclusion audacieuse : le dorgérisme aurait représenté, malgré les ambiguïtés de sa position dans le champ politique et son instrumentalisation par les élites agrariennes, une phase majeure de l'émancipation de la « paysannerie » vis-à-vis du « bloc agraire » du 19<sup>e</sup> siècle. « Désireux de valoriser une identité stigmatisée par le reste de la société, le mouvement dorgériste cherche à poser les valeurs, le style de vie et le mode de production de la paysannerie comme des normes légitimes et positives de comportement. Le charisme incontestable de Dorgères se construit bien dans sa capacité à incarner la fierté paysanne, à refléter l'imaginaire social de la paysannerie », écrit le chercheur. Autrement dit, le dorgérisme n'aurait pas été une pure aliénation de l'identité sociopolitique des exploitants ruraux de l'Ouest, mais bel et bien une étape dans la maturation de leur auto-définition. Thèse forte, qui se démarque quelque peu des analyses proposées par Robert O. Paxton<sup>5</sup>, et qui, de notre point de vue, demanderait à être confrontée à une analyse serrée du jeu social, économique et politique durant cette période. C'est une chose de participer aux rassemblements dorgéristes – qui, au-delà des chiffres ? –, c'en est peut-être une autre de négocier avec le marché et de participer à la vie politique communale, départementale et nationale. Sans doute l'historiographie française de la politisation gagnerait-elle à tirer les leçons de l'historiographie italienne évoquée plus haut, en réconciliant approches politistes et lectures sociales des voies de la modernisation et de l'intégration des sociétés rurales. La réflexion de David Bensoussan, fortement étayée, doit trouver toute sa place dans la discussion actuelle sur la nature supposée, les ambiguïtés et les évolutions de l'« anti-étatisme » rural. Soit, encore et toujours, la question de l'agrarisme et de l'« essence » postulée de la paysannerie, que la recherche historique n'a pas fini de déconstruire.

- 11 Politique toujours, l'analyse de Dominique Danthieux se porte, quant à elle, sur le cas du Parti communiste et des modalités de sa « naturalisation » dans la société rurale limousine au milieu du 20<sup>e</sup> siècle. Entre clichés sur le Limousin, « terre rebelle », et idées reçues sur le communisme, « système idéologique » toujours extérieur aux sociétés, l'auteur tente une analyse clinique des voies de l'adhésion et de l'ancrage du Parti dans le monde rural, optant pour une double lecture généalogique et organisationnelle, avec des pages très suggestives sur l'expérience de la Résistance, mais également sur les turbulences internes à l'appareil du Parti et l'aptitude remarquable des dirigeants locaux à jouer la « base » contre la « structure ». « Le communisme », écrit Dominique Danthieux, « s'inscrit dans une tradition de révolte et de résistance à l'État qui n'a rien de révolutionnaire mais place les notions de mobilisation et de lutte au cœur d'un registre ancré dans l'histoire de la paysannerie du grand Sud-Ouest ». Et c'est parce qu'il aurait réussi à occuper la place de « parti tribun » que le PCF serait parvenu à capter le vote des Limousins. Ces citations seront rapprochées de celle de l'article de David Bensoussan faite plus haut : il est en effet troublant de voir invoquer ce même « anti-étatisme » supposé atavique pour expliquer le dorgérisme d'une part, et le communisme de l'autre. Faut-il revenir à André Siegfried pour expliquer la divergence des « choix » ? Ou cela n'a-t-il plus aucune importance de savoir quelles valeurs abstraites habillent un positionnement de « dominés » ? Sans doute conviendrait-il de s'interroger, de manière réflexive, sur une époque qui produit volontiers des travaux sur les « extrêmes », mais qui hésite entre mise en parallèle et lecture dialectique, dans la redécouverte permanente de l'éternité du « jacques » sous le fragile vernis de l'acculturation. Sans doute conviendrait-il aussi de penser à nouveaux frais la typologie des sociétés rurales établie par Pierre Barral, et la

manière dont celle-ci – et notamment la notion de « contestation » structurelle – a imprégné l'historiographie du politique <sup>6</sup>.

- 12 Vin et politique constituent une association qui, depuis quelque temps, inspire beaucoup les historiens contemporanéistes, et singulièrement ceux qui travaillent sur la période de l'Occupation <sup>7</sup>. Christophe Lucand, à son tour, entend apporter une contribution à la question, en adoptant toutefois un angle original : celui de la structuration professionnelle et commerciale de la filière viti-vinicole et de l'incidence de l'Occupation sur le conflit de longue durée entre grandes maisons de négoce et propriétaires, logique de marque et logique de clos. Proposant une lecture très documentée et particulièrement aiguë des comportements des différents acteurs du « monde du vin », notamment à partir des archives des négociants, il nous permet de comprendre comment le système de ponction des stocks et de la production des grands vins de Bourgogne par les « acheteurs » installés par Berlin déstabilise les maisons de négoce, en les plaçant certes en position d'intermédiaires quasi obligés, mais sans la moindre capacité de lutter contre les réflexes de dissimulation des propriétaires ou la mise en place de réseaux parallèles. Brutale, l'occupation n'en maintient pas moins le système des appellations, et participe d'une élimination *in fine* bénéfique des sur-stocks des années 1930... Occultée par les aspects moraux et politiques de la collaboration – notamment la compromission de certaines maisons avec l'occupant –, cette inversion du rapport de force entre négoce et propriété serait dès lors passée inaperçue à la Libération, ouvrant la voie à la domination de la seconde dans l'après-guerre. Un tel travail, dans la même logique que celui de Manuela Martini sur la gestion de la main d'œuvre dans la période fasciste, permet tout simplement de montrer que l'histoire économique et sociale ne perd pas toute pertinence dans les périodes les plus dramatiques, et qu'elle n'est en rien contradictoire avec une juste évaluation et hiérarchisation des faits.
- 13 Maud Hirczak et Amédée Mollard ne sont certes pas historiens de formation, mais c'est par une lecture longitudinale de la dynamique du développement agricole en Bresse qu'ils nous offrent une transition entre approches historiennes et sciences sociales du « présent », ouvrant le débat sur la possibilité d'une troisième voie entre productivisme et agriculture « patrimoniale ». Au reste, il y a plus de continuité que de discontinuité entre l'objet de leur enquête et l'article de Christophe Lucand : en effet, c'est bien la question du statut marchand de la « qualité » qui est posée, dans son interaction avec les contraintes et les possibilités apportées par les institutions. L'article de Maud Hirczak et Amédée Mollard s'attache ainsi à démontrer, à travers les vicissitudes conjoncturelles, le caractère structurellement hybride de l'agriculture bressane au 20<sup>e</sup> siècle, avec sa double aptitude à répondre à la massification de la demande urbaine et à préserver des productions comme la volaille de Bresse, à forte valeur ajoutée patrimoniale. L'intérêt de cette étude de cas est de montrer la capacité des systèmes agraires à ajuster régulièrement leurs composantes, au gré des innovations techniques et culturelles et des sollicitations du marché. Ainsi, en Bresse, l'apparition des maïs hybrides ou le développement de coopératives laitières industrielles, avec l'invention du « bresse bleu », ont certes bouleversé les pratiques, mais sans faire disparaître les productions de crème ou de volailles de qualité bénéficiaires de la reconnaissance AOC en 1957. Certes, la Bresse est loin du modèle « photogénique » des vallées alpines ou du rebord sud-est du Massif central : la revendication de multifonctionnalité de l'agriculture et la mise en paysage de l'espace productif n'y atteignent pas les mêmes dimensions. Mais les produits de la filière agroalimentaire « standard » ne sont pas assurés non plus de leur avenir. C'est justement

dans cette incertitude, cet entre-deux, que quelque chose de neuf est peut-être en train d'émerger. Fragile certes, la troisième voie bressane ; mais qu'est-ce qui ne l'est pas dans l'agriculture française de ce début de siècle ?

- 14 Avec le travail de Florent Schepens, on quitte les questions proprement agricoles, mais on reste sur le terrain de l'identité et des processus conjoncturels et institutionnels de légitimation des acteurs : son travail sur les entrepreneurs de travaux forestiers en Franche-Comté – résultat de sa thèse dont on trouvera le compte rendu dans ce même numéro – offre en effet une perspective historique courte mais dense sur la transformation de l'« homme des bois » en professionnel reconnu, avec toute l'ambiguïté d'une dynamique professionnalisante qui exige des individus qu'ils intériorisent leur stigmatisation avant de pouvoir la reporter aux marges de leur groupe – et notamment sur les exploitants pluriactifs qui, à l'occasion, « font du bois ». On mesure là l'importance du facteur institutionnel, avec les normes de la MSA (mutualité sociale agricole), les statuts différentiels du salariat et de l'entreprise individuelle, *etc.*, dans la définition du champ des possibles pour les groupes sociaux : si la figure de l'entrepreneur de travaux forestiers correspond, en partie, à une aspiration propre aux membres du groupe, elle est également une production de l'englobant et le signe d'une normalisation des profils professionnels qui touche même une activité en apparence marginale et à la charge symbolique bien moindre que celle de l'agriculture. Au-delà de l'exemple précis du bûcheronnage, il serait en tout cas particulièrement intéressant d'appliquer à d'autres lieux et d'autres activités la réflexion très convaincante de Florent Schepens sur le rôle de l'« accident » ou de la « défaillance » comme juge de paix de la compétence : si le « bon » entrepreneur de travaux forestiers est celui qui n'a pas d'accident (et donc ne fait pas grimper les primes d'assurance), peut-on imaginer que le processus global de professionnalisation se soit accompagné, pour chaque branche, d'une logique ordalique servant à justifier les évictions et, par conséquent, la monoactivité ?
- 15 Enfin, pour terminer cette livraison et, d'une certaine manière, renouer les fils des problématiques de recherche rencontrées jusqu'ici, notamment autour de la question du lien entre identités sociales, légitimités professionnelles et territoires, Thierry Linck nous propose une réflexion particulièrement suggestive sur les modalités cognitives et culturelles de l'ancrage spatial du goût, à travers une étude comparée des productions fromagères du Mexique et de la Corse. « Le rapprochement des notions de patrimoine et de territoire est pertinent », écrit l'auteur : « il suggère une projection temporelle longue (un patrimoine se gère, se reçoit et se transmet par héritage). Il pose en outre l'image d'une ressource complexe, dont les composants forment système (...). Dans ce sens, le patrimoine (comme le territoire) est une mémoire collective, à la fois registre partagé d'événements et d'expériences anciennes, mais aussi – et sans doute surtout – dispositif cognitif mobilisé dans la prise de décisions et donc capacité de projection dans le futur ». D'où il ressort, exemples à l'appui, qu'il n'y a pas de « tradition » pensable en dehors d'une appropriation collective du territoire qui unisse non seulement les producteurs, mais également les consommateurs. Ainsi, la différence entre productions « patrimoniales » et « industrielles » ne tiendrait pas au degré de rationalisation, mais à un saut qualitatif (négatif ?), induisant la rupture du rapport au territoire et au système socioculturel qui le structure. Et si l'on doit se garder, bien entendu, de faire une lecture organiciste ou spatialiste de cette thèse, on ne peut manquer d'être perturbé dans ses assises cartésiennes par l'exposé des rétroactions sociopolitiques de la structuration culturelle du goût... À l'évidence, la question aujourd'hui très « chaude » de la



requalification patrimoniale, en Corse comme en Bresse et ailleurs, exige un débat pluridisciplinaire de fond. Bien entendu, notre revue est prête à en accueillir les contributions.

\* \* \*

- 16 Cette livraison se termine, comme à l'accoutumée, par les comptes rendus de soutenances de thèses ruralistes proposés par les jeunes docteurs eux-mêmes, et un certain nombre de comptes rendus de lecture.
- 17 Les cinq positions de thèse rassemblées ne suffisent certes pas à dessiner une tendance de la recherche ; du moins illustrent-elles des convergences entre disciplines. Environnement et territoires intéressent manifestement les jeunes chercheurs, qui posent un regard un peu différent de celui de leurs aînés sur les rapports entre société et espace, « culture » et « nature ». C'est ainsi seulement en apparence que la position de thèse de Laurent Heyberger revient à l'anthropologie quantitative des années 1970, en reprenant les méthodes d'évaluation du niveau de vie des populations par l'étude de la taille des conscrits. En réalité son approche, qui établit un parallèle entre courbe de la taille des individus et du poids des bovins pour analyser l'évolution du « niveau de vie biologique », témoigne d'une tendance très actuelle à gommer la frontière entre l'homme et l'animal, et à penser avec les mêmes outils systèmes sociaux et écosystèmes. La position de thèse que nous publions est sans doute plus prudente sur ce point que l'article publié dans la revue *Histoire et sociétés rurales*<sup>8</sup> ; il n'empêche que, si l'on peut être d'accord avec l'auteur sur l'intérêt d'un critère physiologique pour évaluer l'état sanitaire d'une population, c'est autre chose que de s'en servir pour parler de « développement », notamment dans une lecture sociale fondée sur les taxinomies « professionnelles » livrées par les sources. La déqualification systématique des critères de l'analyse sociologique au profit d'indicateurs cliniques n'est pas seulement un risque de dérive scientifique, c'est aussi une réduction inacceptable de ce que porte de considérations morales la notion même de développement. Un salaire n'est pas seulement, et sans doute pas en premier lieu, un moyen de survie biologique : c'est aussi le signe d'une insertion dans un jeu social, la reconnaissance d'un statut, d'une compétence, etc. Et jamais une courbe de tailles ne nous permettra de comprendre la rationalité des comportements sociaux. Il était toutefois important que l'auteur puisse nous livrer le contenu de son travail, et ce n'est évidemment pas la responsabilité d'une revue que de se substituer à un jury académique.
- 18 La thèse d'Olivier Jacquet sur les syndicats viti-vinicoles en Bourgogne de 1884 à la mise en place des AOC ne soulève pas les mêmes questions éthiques. Mais pour rester un instant sur ce registre, on apprécie que l'auteur apporte, outre le résumé attendu de ses conclusions, le compte rendu original d'une démarche de recherche en thèse qui, pour avoir été assumée par le seul candidat lors de la soutenance, ne s'en est pas moins inscrite dans une logique collective de production du savoir. Vérité universelle, mais rarement affichée. Revenant sur les problématiques de la construction des identités professionnelles et de la territorialisation, un peu en amont du travail de Christophe Lucand, déjà présenté, Olivier Jacquet révèle la richesse des archives syndicales de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle – quand l'historien arrive à les rassembler. Appuyée sur les travaux des sociologues, l'histoire des organisations est en effet en plein renouvellement, au carrefour de l'histoire sociale, de la lecture politiste et

d'une géohistoire qui garde toute sa pertinence. On lira avec intérêt comment, dans l'exemple particulier de la Bourgogne viticole, les appellations d'origine contrôlée polarisent les enjeux socioéconomiques, offrant à la propriété une arme institutionnelle décisive dans sa rivalité avec le négoce, sous les auspices d'une Troisième République dont l'agrarisme ne se réduit pas à une schématisation simpliste. Quant aux regrets exprimés par l'auteur sur l'absence de travaux relatifs à l'expertise agronomique et œnologique, gageons qu'ils iront droit au cœur de Stéphane Castonguay et des chercheurs investis dans le renouvellement de l'histoire des sciences et des scientifiques.

- 19 La thèse de géographie de Lionel Laslaz sur les zones centrales des grands parcs alpins et les conflits suscités par leur gestion collective permet, à partir de l'observation de zones particulièrement sensibles, de brasser toutes les questions actuelles sur le rapport à la « nature », au patrimoine et à l'espace productif. La dimension historique n'est pas absente de ce travail, puisque l'auteur remonte à la genèse des parcs nationaux pour montrer que l'application de la notion de « protection » des espaces a toujours été un problème majeur de la gestion de ces entités. Appliquant à son objet une grille de lecture constituée autour des notions dialectiques de conflit et de consensus, l'auteur met au jour la complexité des rapports entre acteurs, permettant aux sciences sociales d'apporter une contribution à des débats longtemps confisqués par les sciences « naturelles ». « Parce qu'il existe et permet la confrontation des acteurs, le conflit s'insère dans une recherche de consensus fondée, dans les Alpes françaises, sur une logique de segmentation, dite "règle du tout *et* rien", soit d'un côté *tout* pour la protection et *rien* pour l'équipement et de l'autre l'inverse, et d'interchangeabilité spatiales ». Toute la question est de savoir comment le géographe, dans son approche critique de la gouvernance des parcs, justifie la valeur de son expertise. Entre responsabilité scientifique et illégitimité politique, il n'est pas aisé pour les sciences sociales d'ajuster leurs discours sur des questions pour lesquelles chaque nouvel apport est susceptible d'instrumentalisation.
- 20 Nous ne reviendrons que brièvement sur le texte de soutenance de Florent Schepens, dont nous avons présenté les travaux plus haut. Précisons toutefois que l'on y trouvera un positionnement épistémologique plus argumenté que dans l'article, et l'évocation d'une approche environnementale laissée de côté dans celui-ci. Le travail des entrepreneurs de travaux forestiers, pour marginal qu'il soit socialement et économiquement, ne se trouve pas moins au cœur des préoccupations « écologiques » de la société française actuelle, avec une focalisation particulière sur l'arbre et la forêt comme symboles d'une « nature » préservée. Dans les forêts de France-Comté comme dans celles des massifs alpins, des randonneurs empruntent les pistes d'exploitation et portent un regard critique sur le travail forestier. Au risque (fort injuste) pour les entrepreneurs de perdre sur le plan moral ce qu'ils ont gagné sur le plan professionnel...
- 21 La revue des soutenances de thèses ruralistes s'achève avec le travail du géographe québécois Majella Simard, portant sur les petites localités du Bas Saint-Laurent, dans une lecture assez classique dans la forme, mais intéressante pour des lecteurs européens, de la thématique de la déprise rurale appliquée à une région où la logique de peuplement est très particulière. Maniant lecture des statistiques démographiques et économiques et enquêtes qualitatives, l'auteur propose un bilan nuancé de la dévitalisation du tissu rural et tente d'apporter des éléments de prospective. Où l'on se rend compte que, de la question du vieillissement à celle du maintien de l'ouverture du territoire en passant par la multifonctionnalité des acteurs, les problèmes qui se posent au Québec ne diffèrent guère de ceux qu'on a l'habitude d'évoquer en France. À une exception près, toutefois : la

place, le rôle et la responsabilité morale de l'État sont loin de prendre une importance symbolique aussi grande au Québec...

- 22 Nous laisserons à nos lecteurs le soin de découvrir le contenu de la section des comptes rendus de lecture, sans cacher que cette rubrique demeure un point faible de notre revue. Or il n'y a pas d'avancée possible de la recherche collective sans un travail approfondi de lecture critique de la bibliographie, et nous lançons un nouvel appel aux bonnes volontés pour étoffer notre production de comptes rendus et la mettre à la hauteur de notre idéal d'ouverture scientifique. Nous le devons à nos lecteurs, mais également aux auteurs qui ont un droit légitime à voir lues et commentées les contributions qu'ils apportent à la connaissance commune. Pour paraphraser la bande dessinée de Manu Larcenet, *Le retour à la terre*, dont Laetitia Cornu nous offre une lecture critique savoureuse, « ça bouge bien dans le rural », et il serait dommage de rester à l'écart...
- 23 Reste enfin à dire notre gratitude pour leur investissement considérable et leur contribution désintéressée à la préparation de cette livraison de *Ruralia* aux inlassables relecteurs et correcteurs qu'ont été Claude-Isabelle BreLOT, Pierre Chamard et Pierre Cornu, ce dernier ajoutant à ses compétences de lecteur et d'analyste celle de re-traducteur des (parfois) pathétiques traductions en anglais des résumés des articles.
- 24 Jean-Luc Mayaud
- 25 Rédacteur en chef

---

## NOTES

1. Jean-Luc MAYAUD, Claude-Isabelle BRELOT, Lutz RAPHAEL et Pierre CORNU, « À propos de la question d'histoire contemporaine du programme d'agrégation 2006 et 2007 », dans *Ruralia*, n° 15, 2004, pp. 159-172. Voir également l'introduction au volume des actes du colloque de Lyon de novembre 2005 : Jean-Luc MAYAUD, « Introduction. Du village à l'État dans l'Europe contemporaine (19<sup>e</sup> siècle–première moitié du 20<sup>e</sup> siècle) », dans Jean-Luc MAYAUD et Lutz RAPHAEL [dir.], *Histoire de l'Europe rurale contemporaine. Du village à l'État*, Paris, Armand Colin, 2006, pp. 5-16.
2. Pierre JUDET, « Du paysan à l'horloger. Histoire sociale d'un Faucigny pluriactif (1850-1930) », dans *Ruralia*, n° 9-2001, pp. 89-106.
3. Gilles PÉCOUT, *Naissance de l'Italie contemporaine 1770-1922. Des origines du Risorgimento à l'Unité : comment l'Italie est devenue une nation*, Paris, Nathan, 2002 (1997), 399 p.
4. David BENSOUSSAN, *Les droites en Bretagne dans les années trente. Tensions et déchirements dans un monde catholique et rural*, à paraître aux éditions Fayard.
5. Robert O. PAXTON, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural (1929-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 314 p.
6. À paraître aux éditions de la Boutique de l'histoire en 2006 : Jean-Luc MAYAUD et Pierre CORNU [dir.], *Agrarismes et agrariens en France et en Europe, hier et aujourd'hui. Actes du 23<sup>e</sup> colloque de l'Association des ruralistes français, Lyon, novembre 1999*.
7. Serge WOLIKOW et Jean VIGREUX [dir.], *Vignes, vins et pouvoirs.— Territoires contemporains. Cahiers de l'IHC*, n° 6, 2001, 146 p. ; Jean VIGREUX, *La vigne du maréchal Pétain*

ou un faire-valoir bourguignon de la Révolution nationale, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005, 106 p.

8. Laurent HEYBERGER, « Stature et niveau de vie biologique des conscrits du Limousin (1782-1940). Un indice de développement socio-économique », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 24, 2<sup>e</sup> semestre 2005, pp. 83-104.